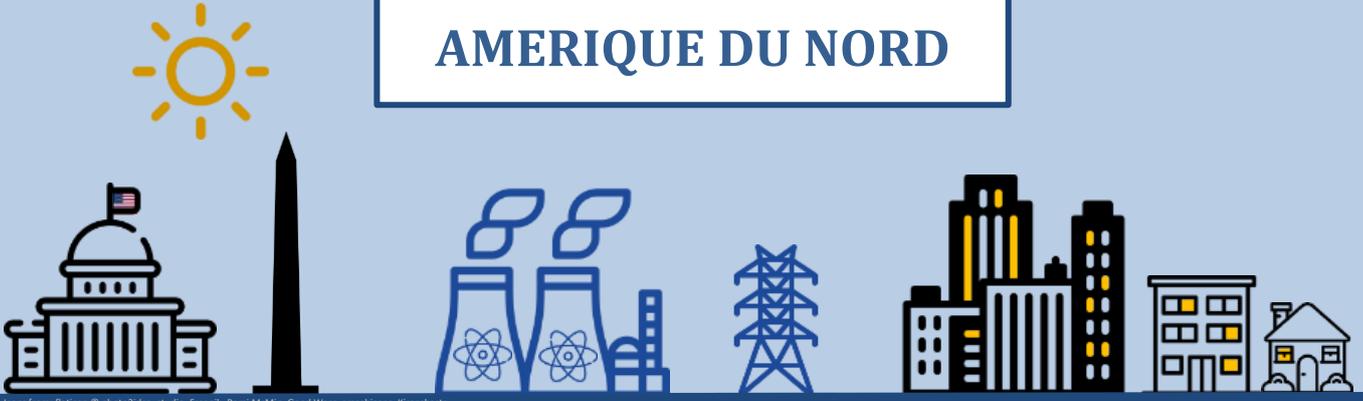


CHRONIQUES NUCLEAIRES AMERIQUE DU NORD

Juillet 2024



Le nucléaire américain :

Des obstacles sur le chemin de l'autonomisation...

Conséquence du contexte géopolitique actuel, la prise de conscience par les Etats-Unis, de leur vulnérabilité en matière de nucléaire civil. Outre la perte de leur leadership en matière d'export de technologie réacteur, sur le volet cycle du combustible, leur forte dépendance -à hauteur de 70%- aux importations étrangères en matière de services d'enrichissement. Pour y remédier, un programme de redynamisation de la filière domestique mis en place par les autorités fédérales, autour de trois piliers : 1/ l'extension à 80 ans de la durée de vie du parc existant et la relance de centrales à l'arrêt – 2/ le soutien aux réacteurs du futur au travers du programme ARDP – Advanced Reactor Development Program- du DOE (Department of Energy) – 3/ la relance d'une industrie du cycle.

Mais des obstacles demeurent, dans la mise en œuvre de ce programme...

Sur le volet réacteur, même si se félicitant des mesures (crédits d'impôts, exonération de frais de licensing pour toute nouvelle technologie...) prises dans le cadre de la nouvelle législation en vigueur (IRA, ADVANCE Act...), la Nuclear Energy Institute –NEI-, association des industriels du nucléaire, pointe du doigt une lacune, qu'elle considère comme trop forte à ce stade pour véritablement permettre le démarrage de nouveaux projets de construction : une couverture assurancielle en cas de dépassement des coûts et des délais, jugée trop faible. Cette « assurance-retard » existe à ce jour, prévue par la loi, mais est, selon la NEI, obsolète et insuffisante car ne couvrant que des retards liés à une liste de motifs jugée trop restreinte (ex : non-conformité à la réglementation...).

PARC EXISTANT

Synthèse des discussions en cours portant sur le redémarrage de réacteurs nucléaires récemment mis à l'arrêt aux États-Unis4

Amazon se tourne vers le nucléaire pour décarboner ses activités, notamment celles liées aux data centers ; Microsoft et Google se montrent plus prudents, mais étudient cette option5

NOUVEAU NUCLEAIRE

Erratum concernant l'introduction de l'Advance Act au Sénat5

Dominion publie un appel d'offres en vue de la possible construction d'un SMR sur la centrale de North Anna5

AMONT DU CYCLE

Publication par le DOE d'un appel d'offres visant au rachat, par celui-ci, de LEU produit en territoire américain6

Discussions en cours visant à préciser les règles encadrant la procédure d'obtention d'une dérogation autorisant l'achat temporaire de LEU russe7

AVAL DU CYCLE – DEMANTELEMENT – DECHETS

Un Comité de la Chambre des Représentants soutient les efforts du DOE, en matière de R&D sur le retraitement7

Intervention de Dr. Jenifer Shafer, directrice du programme CURIE de l'ARPA-E (Advanced Research Projects Agency – Energy)8

AFFAIRES PUBLIQUES

Le Comité sur les Appropriations de la Chambre des Représentants souhaiterait injecter 9 milliards \$ dans les programmes de démonstration de technologies réacteur8

INTERNATIONAL

Washington réitère son engagement à soutenir les projets nucléaires roumains8

Perspectives de construction de réacteurs nucléaires de conception américaine en Turquie9

Par ailleurs, le montant remboursé ne dépasse pas 500 MUSD par projet, une somme jugée insuffisante au regard du coût final des projets Vogtle 3 & 4... L'électricien Duke Energy, qui souhaite déployer plusieurs GW de nouveau nucléaire, réclame de la part du DOE, un « filet de sécurité » contre les dépassements de coût. Même revendication de la part de l'autre électricien Southern Co., impliqué dans le chantier de Vogtle. Comme pour inciter les autorités fédérales à l'action, la NEI prépare un projet de loi, qu'elle prévoit de soumettre au Congrès, devant permettre de combler les lacunes de la législation actuelle.

Sur le volet cycle du combustible, le 3^{ème} pilier de relance du nucléaire, sera bâti au travers de la loi promulguée le 13 mai dernier, intitulée « Prohibiting Russian Uranium Imports Act », qui s'inscrit dans le cadre d'une stratégie nationale visant à mettre un terme à la dépendance des Etats-Unis aux importations d'uranium enrichi en provenance de Russie et à développer des capacités de conversion-enrichissement domestiques ainsi qu'une chaîne souveraine de production d'uranium. De l'extraction du minerai d'uranium à l'enrichissement, en passant par les phases de conversion, de déconversion et de fabrication de combustible, ce sont toutes les activités de l'amont du cycle du combustible et plus généralement tout le marché mondial de l'uranium que les Etats-Unis, dans le contexte géopolitique actuel, espèrent remodeler, dans le but, aujourd'hui, de détrôner la Russie, et, à terme, de contrer la montée irrésistible de la Chine.

Cependant, des obstacles surgissent...

Du fait de la difficulté à s'affranchir aussi rapidement que le souhaiterait le DOE, de la dépendance russe, la loi du 13 mai prévoit, d'une part, un arrêt non pas immédiat, mais progressif dans le temps, des importations russes (suivant un mécanisme de quotas d'importation dégressifs, devant atteindre un niveau zéro en 2028), et d'autre part des exemptions (waivers) délivrées en cas de risque de rupture d'approvisionnement, ou de risque pour la sécurité nationale du pays.

Alors qu'elle n'entrera en vigueur que le 11 août prochain, cette loi suscite déjà des controverses au sein de la filière nucléaire ; le DOE et le DOC (Department of Commerce) ne parvenant pas à s'accorder sur l'interprétation de la formulation permettant la délivrance des exemptions. A l'origine de ce désaccord, les importations de produits d'uranium enrichi (EUP) russes servant à la fabrication –dans des installations américaines- de combustible destiné à être réexporté chez des clients étrangers. Le DOC défend une ligne dure, selon laquelle les quantités d'EUP importées de Russie, et destinées à être réexportées, doivent être incluses dans les quotas prévus par la loi.

INTERNATIONAL

La Foundation for Defense of Democracies fait le point sur les négociations américaines avec l'Arabie Saoudite 9

CANADA

Feu vert de la Commission Européenne pour la construction de deux réacteurs CANDU en Roumanie 10

Publication par le Gouvernement canadien d'une stratégie visant à la réalisation de projets d'infrastructures conformes aux normes environnementales au Canada 10

La Commune d'Ignace se déclare ouverte à l'idée d'accueillir un projet de stockage en couche géologique profonde des combustibles usés..... 10

A l'inverse, le DOE estime que ces quantités d'EUP ne devraient pas être comptabilisées dans ces quotas, afin de pouvoir assurer l'approvisionnement du parc domestique, tout en honorant les contrats liant les fabricants américains de combustible et leurs clients étrangers. Il en va en effet, selon lui, de l'intérêt national du pays : outre le fait que ces réexportations contribuent à la bonne marche de l'industrie nationale, leur interruption porterait atteinte aux relations commerciales entre les Etats-Unis et les pays importateurs, qui n'auraient alors d'autre alternative que de rechercher des sources d'approvisionnement non américaines. Principaux industriels américains concernés, installés en territoire américain, GNF-Americas, Framatome et Centrus Energy. Ce dernier, qui revend à des clients étrangers, un tiers de l'EUP russe importé aux Etats-Unis, déclare dans une communication publique que « le fait de mettre sur le même pied d'égalité les importations temporaires (destinées à être réexportées vers des marchés étrangers), et les importations destinées aux besoins domestiques américains, oblige le gouvernement américain à choisir entre clients étrangers et domestiques ». Et l'industriel américain d'alerter le DOC sur les risques de son interprétation de la loi, sur la santé financière des entreprises domestiques. Détail intéressant, la prise de position publique de l'industriel russe, qui se joint à Centrus pour tenter de faire fléchir le DOC... Parmi les pays importateurs, Taiwan, le Mexique, le Japon, la Corée du Sud, achetant tous de l'EUP russe transformé en combustible en territoire américain, réexporté pour leur besoins domestiques.

Autre imprévu dans la mise en œuvre de la loi du 13 mai dernier, les difficultés du DOE à délivrer des exemptions. Autant celui-ci prévoyait au départ d'attribuer ces exemptions à tout industriel qui en aurait fait la demande, autant il se voit désormais contraint à une certaine prudence... du fait de risques de voir certains électriciens, dont les stocks de matière ne sont pas dans un état critique, tentés -avant l'échéance de 2028- de constituer des réserves d'EUP peu onéreux en provenance de Russie, dans le but ensuite de les revendre... A ce jour, parmi les « multiples » demandes d'exemption reçues par le DOE, seule une d'entre elle a été accordée, pour le compte de Centrus Energy... Là encore, TENEX se joint aux discussions sur le sujet : en réaction à la décision du DOE de se montrer plus regardant dans la délivrance des exemptions, l'industriel russe confirme qu'il exigera d'un client américain une exemption avant de lui fournir de l'EUP...

La balle est désormais dans le camp des autorités fédérales. Il conviendra de voir si elles sont prêtes à faire, en plus des mesures déjà adoptées, un pas supplémentaire qui permettra une véritable redynamisation de l'industrie nucléaire domestique...

Le Conseiller nucléaire

PARC EXISTANT

Synthèse des discussions en cours portant sur le redémarrage de réacteurs nucléaires récemment mis à l'arrêt aux États-Unis

Parmi les 13 réacteurs nucléaires mis à l'arrêt depuis 2013 – dans un contexte de forte compétitivité du gaz aux États-Unis, en particulier sur les marchés dérégulés – trois d'entre eux font l'objet de discussions en vue d'une éventuelle réouverture. L'idée de relancer les réacteurs à l'arrêt prend de l'ampleur dans le pays, alors que la consommation électrique connaît une croissance importante, notamment en lien avec le déploiement d'un nombre important de data centers : la [FERC](#) prévoit que la demande électrique des centres de données américains augmentera de 19 GW_e en 2023 à 35 GW_e en 2030 ; l'[EPRI](#) prévoit, selon les scénarios de croissance « modérée » et « élevée », une consommation électrique des data centers américains passant de 150 TWh en 2023, à 214 TWh (+5%/an) ou 296 TWh (+10%/an) en 2030.

Si des discussions sont en cours concernant le redémarrage des réacteurs TMI 1 et Duane Arnold, c'est la centrale de Palisades qui mène la charge, avec l'obtention en mars par Holtec, propriétaire de la centrale, d'une garantie de prêt du Loan Programs Office de 1,5 milliards \$, et le lancement par l'industriel de programmes de formation d'exploitants. Il n'est pas exclu que d'autres acteurs envisagent d'emboîter le pas à Holtec ; lors du Congrès annuel de l'American Nuclear Society de juin, un représentant de la NEI déclarait : « *I think you'll soon hear about a new site. This is more than just about Palisades* ». Dans une interview accordée à Reuters début juin, la Secrétaire à l'énergie Jennifer Granholm partageait également cet enthousiasme, évoquant des discussions entre électriciens et le Loan Programs Office.

Le tableau suivant synthétise les actions en cours, rapportées par la presse :

Réacteur (État)	Année de mise à l'arrêt	Prospects de projets de redémarrage ou de construction
San Onofre 2 et 3 (Californie)	2013 (San Onofre 2 et San Onofre 3)	
Crystal River (Floride)	2013	
Kewaunee (Wisconsin)	2013	
Vermont Yankee (Vermont)	2014	
Fort Calhoun 1 (Nebraska)	2016	
Oyster Creek (New Jersey)	2018	
Pilgrim (Massachusetts)	2019	
Three Mile Island 1 (Pennsylvanie)	2019	<ul style="list-style-type: none"> • Discussions en cours concernant le redémarrage de la centrale, mentionnées en mai 2024 par le CEO de Constellation
Duane Arnold (Iowa)	2020	<ul style="list-style-type: none"> • Discussions en cours avec des entreprises de data centers, en vue du redémarrage du réacteur, mentionnées par le CEO de NextEra Energy à Bloomberg, en juin 2024
Indian Point 2 et 3 (New York)	2020 (Indian Point 2) et 2021 (Indian Point 3)	
Palisades (Michigan)	2022	<ul style="list-style-type: none"> • Obtention par Holtec d'une garantie de prêt du Loan Program Office de 1,52 Mds\$ en mars 2024, et lancement par Holtec de programmes de formation d'exploitants nucléaires • Projet de construction de deux SMR

Sources : [S&P](#), [Reuters](#), [ANS annual conference](#)

Amazon se tourne vers le nucléaire pour décarboner ses activités, notamment celles liées aux data centers ; Microsoft et Google se montrent plus prudents, mais étudient cette option

Dans un rapport publié en juillet par Amazon, l'entreprise fait état d'un changement de paradigme dans sa stratégie visant à limiter ses émissions de gaz à effet de serre : « Jusqu'à présent, nous nous sommes concentrés sur les énergies renouvelables ; dorénavant, la nature de nos activités nous impose d'envisager d'autres technologies bas-carbone, telles que le nucléaire »¹.

L'entreprise, qui rappelle son achat récent à Talen d'un data center situé aux abords de la centrale nucléaire de Susquehanna, fait l'éloge de l'atome, insistant sur l'importance de son caractère non-intermittent : « Le nucléaire a fait ses preuves en matière de fourniture constante d'électricité. Il s'agit de la source d'énergie la plus fiable, abondante, et stable du réseau »².

Il s'agit là d'une prise de position importante de la part d'Amazon, qui jusqu'à présent ne mentionnait pas le nucléaire dans sa stratégie de décarbonation.

Si le nucléaire jouit depuis peu d'un regain de popularité auprès des géants américains de la tech, [Google](#) et [Microsoft](#) font preuve d'une attitude plus attentiste, mentionnant brièvement le nucléaire dans leurs stratégies bas carbone respectives.

Sources : [ANS](#), [Amazon Sustainability Report](#)

NOUVEAU NUCLEAIRE

Erratum concernant l'introduction de l'Advance Act au Sénat

Merci au lecteur attentif qui a remarqué que l'Advance Act of 2023, mentionné dans les chroniques nucléaires du mois de juin dernier, a été introduit au Sénat par la Sénatrice *républicaine* Shelley Capito (et non *démocrate* comme indiqué par erreur), avec le Sénateur démocrate Tom Carper, Chairman du Committee on Environment and Public Works, et le Sénateur démocrate Sheldon Whitehouse.

Source : [Senate Committee on Environment and Public Works](#)

Dominion publie un appel d'offres en vue de la possible construction d'un SMR sur la centrale de North Anna

Dominion Energy a publié un appel d'offres, à destination des développeurs de SMR, afin d'évaluer la faisabilité d'un projet de construction d'un SMR, sur le site de la centrale de North Anna, située en Virginie. L'appel d'offres n'est cependant pas un engagement à construire un réacteur.

La publication de cet appel d'offres a eu lieu peu de temps après la signature, par le Président Biden, de l'Advance Act, lequel contient des incitations au développement de SMR.

¹ « To date, we have focused on scaling renewable energy; going forward, the nature of our business requires us to leverage additional carbon-free energy options—such as nuclear—to support our continued growth »

² « Nuclear energy is a strong option that already has a proven track record of providing a constant source of reliable power for communities around the world. Nuclear energy is the most reliable, abundant, and stable energy source on the grid »

L'un des scénarios développés par Dominion dans son [Integrated Resource Plan](#) prévoit la construction de trois SMR, de capacité unitaire 268 MW_e (soit 804 MW_e au total), dont l'exploitation démarrerait respectivement en 2040, 2045 et 2050.

L'État de Virginie connaît une forte croissance de la demande en électricité, notamment en raison du nombre important de data centers, qui représentent dans l'État une consommation d'électricité de 33,9 TWh en 2023, soit 25,6% de sa consommation totale actuelle.

Source : [Dominion Energy](#)

AMONT DU CYCLE

Publication par le DOE d'un appel d'offres visant au rachat, par celui-ci, de LEU produit en territoire américain

Le Department of Energy (DOE) a publié, le 27 juin, un appel d'offres intitulé « LEU Enrichment Acquisition RFP », visant à constituer des stocks d'uranium faiblement enrichi (LEU) produit en territoire américain, répondant ainsi au Nuclear Fuel Security Act voté par le Congrès fin 2023, qui enjoint le DOE :

- « de développer des capacités domestiques de production d'uranium faiblement enrichi, afin de garantir la disponibilité de LEU, dans des proportions déterminées par le DOE en concertation avec l'industrie, afin de préparer les États-Unis à tout risque de perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiale » ;
- **« de recourir si nécessaire, dans ce cadre, à des partenariats avec des pays alliés et partenaires » ;**

Bien qu'ayant pour principal objectif de soutenir la construction de nouvelles capacités d'enrichissement aux États-Unis, cet appel d'offres vise à redynamiser l'intégralité de l'industrie domestique de l'amont du cycle du combustible nucléaire, par le biais de critères fixés, portant entre autres sur la provenance de la matière utilisée :

- **en matière d'extraction minière et de broyage de l'uranium**, il encourage le recours à de l'uranium naturel extrait en territoire américain ;
- **en matière de conversion de l'uranium**, il encourage la construction de nouvelles capacités de conversion dans le pays, ainsi que la relance de la seule usine de conversion américaine installée en territoire domestique, l'usine de Honeywell ;
- **en matière d'enrichissement de l'uranium**, il impose que les nouvelles capacités d'enrichissement soient situées en territoire américain, tout comme les installations d'entreposage du LEU ainsi produit.

Process	Location Preference	Capacity Consideration
Mining/Milling	US preferred, allied or partner nations next preferred	Existing US permitted facilities preferred, new permitted facilities next preferred
Conversion	US preferred, allied or partner nations next preferred	New US capacity preferred, existing capacity next preferred
Enrichment for Commercial Use	US only	New US capacity required.
Storage	US only	No Preference

Figure 1 : Localisations souhaitées ou imposées des activités de l'appel d'offres

Même si l'enveloppe initialement allouée à cet RFP s'élève à 2,7 milliards \$, il n'est pas exclu qu'elle soit augmentée, jusqu'à un niveau maximum de 3,4 milliards \$.

Source : [Department of Energy](#)

Discussions en cours visant à préciser les règles encadrant la procédure d'obtention d'une dérogation autorisant l'achat temporaire de LEU russe

Le Department of Energy (DOE) continue d'évaluer les demandes d'attribution de dérogations, visant à autoriser un électricien américain à acheter, à titre exceptionnel, du LEU enrichi en Russie, en cas d'absence d'alternative aux UTS russes, conformément à la loi du 13 mai dernier « Prohibiting Russian Uranium Imports Act ». Reste à résoudre la question de l'inventaire dont dispose tout électricien avant une demande d'exemption : le DOE, souhaitant confirmer que ce dernier ne dispose pas d'alternative à l'achat de combustible russe. Cependant, quand bien même un électricien disposerait de stocks suffisants, la crainte existe que les délais d'attribution d'une exemption ne soit pas compatibles avec ses besoins.

De son côté, l'enrichisseur américain Centrus a déclaré avoir reçu une dérogation pour l'achat de LEU russe.

Sources : [Energy Intelligence](#), [WNN](#)

AVAL DU CYCLE - DEMANTELEMENT - DECHETS

Un Comité de la Chambre des Représentants soutient les efforts du DOE, en matière de R&D sur le retraitement

Alors que les négociations concernant le budget du Department of Energy (DOE) au titre de l'année 2025 sont en cours au Congrès, le Comité sur les Appropriations de la Chambre des Représentants a publié un rapport dans lequel il indique notamment soutenir les efforts de R&D entrepris par le DOE en matière de retraitement des combustibles usés³, menés dans le cadre de son programme « [Material Recovery and Waste Form Development](#) ».

Le Comité recommande par exemple le lancement, par le DOE, au sein de ce programme, d'une action de soutien au développement de technologies, déployables commercialement d'ici 2033. Le Comité

³ « The Committee supports the Department's ongoing reprocessing efforts and believes greater progress can be made. »

recommande ainsi au DOE de mener un appel à projets, financé dans un premier temps à hauteur de 10 millions \$, portant sur la réalisation d'un design, d'études techniques, et d'études de sites des installations afférentes⁴.

Le Comité suggère par ailleurs au DOE de retraiter le combustible usé du réacteur de recherche Advanced Test Reactor, dans le but de produire, par dilution, du combustible HALEU.⁵

Est également suggérée la mise en place d'un processus de sélection visant à soutenir la démonstration de technologies de recyclage et d'extraction en phase aqueuse – *aqueous recycling and recovery* – à des fins de production d'isotopes médicaux⁶.

Source : [House of Representatives](#)

Intervention de Dr. Jenifer Shafer, directrice du programme CURIE de l'ARPA-E (Advanced Research Projects Agency – Energy)

Dans une conférence au grand public (TEDx), Dr. Jenifer Shafer, directrice du programme [CURIE](#) de l'ARPA-E (DOE), présente les travaux de R&D en cours visant à réduire le coût du recyclage des combustibles usés, à développer les procédés de co-extraction, et à développer des méthodes de monitoring.

Source : [TEDx](#)

AFFAIRES PUBLIQUES

Le Comité sur les Appropriations de la Chambre des Représentants souhaiterait injecter 9 milliards \$ dans les programmes de démonstration de technologies réacteur

Un projet de loi en cours d'examen au Congrès propose de mettre à disposition du Department of Energy (DOE) un montant total de 9 Mds \$ afin de soutenir les projets de construction des deux réacteurs avancés de la voie 1 de l'[ARDP](#) (Natrium et Xe-100), ainsi que la construction de deux SMR de type REL, dans le cadre du programme [Gen III+ SMR pathway to deployment](#). Le projet de loi réapproprierait des montants prévus initialement, notamment pour le programme de transport de CO₂ du DOE, ainsi que des montants prévus initialement pour les activités du Loan Programs Office (entité du DOE visant à financer des grands projets d'infrastructures).

Sources : [AIP](#), [Congrès](#)

INTERNATIONAL

Washington réitère son engagement à soutenir les projets nucléaires roumains

À l'issue de la rencontre le 21 juin à Washington entre officiels roumains et américains, organisée dans le cadre du 9^{ème} dialogue stratégique entre les deux pays, les États-Unis ont réitéré leur engagement à

⁴ « The Committee recommends not less than \$10,000,000 to continue the Department's competitive, cost-shared program for reprocessing spent nuclear fuel. Award funding may be used for (1) conceptual design; (2) technical studies; and (3) site studies. The primary goal of this program is to focus government and industry resources on reprocessing capabilities with commercial application by 2033. »

⁵ « The Committee supports the development of capabilities to process Advanced Test Reactor used fuel for HALEU recovery. »

⁶ « The Department is encouraged to consider a competitive, cost-shared program for early state, industry-led technology development related to technology demonstration of aqueous recycling and recovery of critical isotopes for use in medicine »

soutenir le développement de projets nucléaires en Roumanie. Dans la déclaration conjointe publiée à l'issue de la rencontre, la partie américaine se réjouit du projet roumain de construction de nouveaux réacteurs sur la centrale nucléaire de Cernavodă, et de l'initiative visant au déploiement d'une tête de série de SMR dans le pays.

La Roumanie mise en effet sur le nucléaire, à la fois pour atteindre ses objectifs climatiques, mais également pour répondre au besoin croissant en électricité du pays. Lors du forum sur la transition verte (*Green Transition Forum 4.0*), ayant eu lieu à Sofia le 27 juin, le Ministre de l'Énergie roumain Sebastian Burduja a en effet confirmé que l'énergie nucléaire était la solution privilégiée à long-terme, sans pour autant remettre en question les investissements du pays dans le développement de capacités renouvelables et de stockage d'énergie ; à court et moyen terme, le pays aura recours à l'extraction de gaz, prévoyant de devenir uexportateur net en 2027. Le Ministre Burduja a également indiqué que les efforts en vu du déploiement de SMR étaient toujours en cours.

Sources : [Department of State](#), [BTA](#)

Perspectives de construction de réacteurs nucléaires de conception américaine en Turquie

Un officiel du ministère de l'énergie turc a déclaré que les États-Unis et la Turquie avaient entamé des négociations portant sur la construction de « réacteurs nucléaires de grande puissance et de SMR », indiquant que Washington « manifestait un intérêt marqué pour les projets turcs de construction de nouvelles centrales ». De son côté, l'Ambassadeur des États-Unis en Turquie a évoqué des discussions en cours portant sur la construction de SMR dans le pays.

La Turquie, qui souhaite s'équiper d'une capacité totale de 5 GW_e de SMR d'ici 2050, a signé un protocole d'accord avec Rolls-Royce en 2020, et a également entamé un dialogue avec les États-Unis en décembre 2022.

Sources : [Reuters](#), [Balkan Green Energy News](#), [WNN](#), [Power Technology](#)

La Foundation for Defense of Democracies fait le point sur les négociations américaines avec l'Arabie Saoudite

Une communication publique du Foundation for Defense of Democracies présente l'état des négociations américaines avec l'Arabie Saoudite, portant sur un projet d'usine d'enrichissement saoudien. Deux projets d'accords seraient sur la table :

- Une première version prévoyant la construction, en territoire saoudien, d'une usine d'enrichissement, exploitée par une entité américaine. La partie américaine garderait le contrôle de la technologie et de l'usine. Riyad a proposé comme site d'accueil un terrain loué à long terme par les États-Unis, ou un terrain situé aux abords d'une base militaire américaine.
- Une seconde version de l'accord prévoyant un moratoire de 10 ans sur l'enrichissement par l'Arabie Saoudite, à l'issue duquel les négociations reprendraient.

Source : [Foundation for Defense of Democracies](#)

Feu vert de la Commission Européenne pour la construction de deux réacteurs CANDU en Roumanie

La Commission Européenne a émis un avis positif aux projets de construction de deux réacteurs CANDU sur la centrale roumaine de Cernavodă.

Selon Nuclear Electric Company, électricien nucléaire détenu par l'État roumain, l'ajout de deux réacteurs sur la centrale de Cernavodă – seule centrale nucléaire du pays, disposant de deux réacteurs CANDU en exploitation depuis 1996 et 2007 – permettra d'augmenter la contribution du nucléaire au mix électrique du pays, de 20% à 30%, au cours de la prochaine décennie.

Source : [Euractiv](#)

Publication par le Gouvernement canadien d'une stratégie visant à la réalisation de projets d'infrastructures conformes aux normes environnementales au Canada

Le Gouvernement canadien a publié un rapport intitulé « *Building Canada's Clean Future* », présentant les initiatives visant à accélérer la réalisation de projets d'infrastructures conformes aux normes environnementales du pays, principalement en lien avec l'énergie ou l'industrie minière. Quatre initiatives sont présentées, visant à accélérer la mise en œuvre de projets nucléaires, au travers d'une étroite concertation entre différentes entités impliquées, la CNSC, l'Impact Assessment Agency of Canada (IAAC, agence fédérale relevant du Ministre de l'Environnement), la NRCan, le Privy Council Office (organe de la fonction publique chargé de conseiller le Premier Ministre et de coordonner le travail des Ministères et Agences du Gouvernement fédéral) et le Canadian Energy Regulator (CER, agence fédérale supervisant notamment les projets de transport de gaz et d'électricité).

Source : [Gouvernement du Canada](#)

La Commune d'Ignace se déclare ouverte à l'idée d'accueillir un projet de stockage en couche géologique profonde des combustibles usés

La Commune d'Ignace a donné son accord confirmé qu'il consent à passer à la phase suivante du processus de sélection d'un site pour un dépôt géologique en profondeur destiné à confiner et isoler à long terme le combustible nucléaire irradié canadien.

Source : [NWMO](#)

Contact

- Thomas Guyard
Conseiller Nucléaire Adjoint

Ambassade de France
4101 Reservoir Road, N.W.
Washington, D.C. 20007
Tél : +1 (202) 568-4202
thomas.guyard@cea.fr